

L'Inde face au terrorisme juillet 2006

Introduction

Le terrorisme est un recours à la violence, utilisé comme moyen de pression dans un but politique. Souvent phénomène transfrontalier, il use de procédés asymétriques qui le place hors du droit de la guerre, et vise la population civile en générale, les institutions ou les structures d'un État. Les actions violentes perpétrées par des groupes islamistes basées au Pakistan, actifs au Cachemire indien, et auxquelles doit faire face l'Inde depuis les années 1990, ne sont reconnues que depuis 2001 par les États-Unis comme un terrorisme transfrontalier. Cependant, depuis 2001 et malgré un tournant dans sa politique contre le terrorisme, l'Inde a subi une trentaine d'attentats sur son sol, dont les sept derniers ont eu lieu à Bombay le 13 juillet 2006.

Les prémisses de la lutte contre le terrorisme

Ce terrorisme transfrontalier trouve ses racines dans l'indépendance de l'Empire des Indes, qui sépare en 1947 l'Union indienne du Pakistan. Ce dernier revendique alors la région du Cachemire, au trois quarts musulmane, et séparée par une ligne de cessez-le-feu depuis la première guerre indo-pakistanaise. A la suite d'une succession de gouvernements que New Delhi manipule à son profit dans les années 1980, la population cachemirienne connaît une radicalisation. Les premières mesures pour lutter contre le terrorisme remontent à ces années 1980. En 1985, la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC) envisage pour la première fois une coopération contre le terrorisme. Un an plus tard il en ressort une définition des délits relevant du terrorisme, une volonté de partage des informations et le désir de se joindre à tous les accords internationaux, présents et futurs, sur le terrorisme. Cependant des divergences de points de vue, notamment entre l'Inde et le Pakistan et entre l'Inde et le Sri-Lanka, empêche une coopération réellement efficace et la création d'une stratégie commune. De son côté, l'Inde coopère avec le Canada dans les années 1980 pour lutter contre le terrorisme. Les premiers attentats de la fin des années 1990 montrent la volonté des séparatistes, qui se réclament du djihad et dont les principales organisations sont financées par le Pakistan, d'intégrer le Cachemire indien au Pakistan. Entre 1990 et 2001, le gouvernement central répond par la répression, l'envoi de troupes militaires au Jammu et Cachemire et le vote d'une loi anti-terroristes (TADA) qui permet de maintenir des suspects en prison sans procès. Mais malgré un cessez-le-feu unilatéral de l'Inde à l'occasion du Ramadan en novembre 2000, toute discussion avec le Pakistan et toute politique modérée à l'égard du Jammu et Cachemire paraît impossible, du fait de la pression qu'exercent les nationalistes hindous au sein du parti au pouvoir, le *Bharatiya Janata Party* (BJP), et du soutien continu du Pakistan pour ces groupes islamistes.

Les évolutions de la politique de lutte contre le terrorisme depuis 2001

Après la chute du régime taliban, beaucoup d'Afghans s'installent au Pakistan et tournent leurs activités vers le Cachemire indien. Mais l'Inde compte profiter de la nouvelle politique américaine en renforçant le rapprochement avec Washington réamorcé sous la présidence Clinton après 1998 dans le cadre d'un processus de "normalisation". Le pays veut aussi que son alliance avec les États-Unis contrebalance celle entre le Pakistan et les États-Unis devenue plus forte après le 11 septembre. Le pays s'engage donc au côté des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, obtenant en retour que ces derniers fassent pression sur le Pakistan si nécessaire. La politique indienne devient aussi plus ferme. A la suite des attentats au Parlement indien en décembre 2001, le gouvernement central dénonce l'implication du Pakistan, demande l'extraction de vingt terroristes et déploie des troupes à la frontière.

P. Moucharraf est obligé, sous la pression américaine et de la communauté internationale, de dénoncer les islamistes radicaux et d'annoncer la répression sur le territoire pakistanais de tous les groupes terroristes actifs au cachemire indien. C'est par souci de l'opinion de la communauté internationale que l'Inde a décidé de ne pas bombarder les camps d'entraînement des terroristes islamistes basés au Pakistan. Dans le même temps, si l'Inde ne participe pas à la guerre en Irak, elle ne condamne pas l'idée de la "guerre préventive", en vue de se créer une légitimité future si le Cachemire attaque. L'autre occasion favorable à la normalisation de la situation sont les élections d'automne 2002 au Jammu et Cachemire. Elles débouchent sur la création d'une nouvelle coalition formée du Congrès et du *People's Democracy Party* (PDP), deux partis qui se veulent laïques et centristes. La coalition décide la réintégration de la *Special Operation Group* (SOG), créée en 1994 et dont le but était de poursuivre les terroristes, à la police de l'Etat à cause des abus commis. Le chef du gouvernement du Jammu et Cachemire et créateur du PDP, Mufti Mohammed Sayeed, crée un gouvernement représentant toutes les communautés, et entreprend une réforme, le *Ladakh Autonomous Hill Development Council*, qui consiste, selon C. Jaffrelot et J. Zerini-Brotel, en "une évaluation du fonctionnement du conseil pour le réinvestir de pouvoirs substantiels et faire taire ainsi les voix des dissidents." La coalition décide enfin de libérer des prisonniers cachemiris dans une perspective de détente. Les premiers résultats de cette politique vont dans le sens d'une normalisation, avec une recrudescence des infiltrations du Pakistan vers l'Union indienne et un recul de l'*Hurriyat* dans l'opinion cachemirienne, à cause de son refus de participer aux élections. Cette organisation séparatiste regroupe le *Jaamat-i-Islami*, la *People's Conference* et l'*Awami Action Committee*. En 2002, le gouvernement indien vote une loi sur la prévention contre le terrorisme, la *Prevention Of Terrorism Act* (POTA), et adopte en janvier 2004, à la convention de la SAARC, un protocole additionnel sur la répression du terrorisme. Considérant qu'il existe aussi une menace que des groupes terroristes s'emparent d'armes de destruction massive (ADM), l'Inde a intégré dans sa lutte contre le terrorisme, un combat contre la prolifération des ADM. A cet effet, l'Inde a légiféré, a mis en place une administration et a demandé une assistance de la communauté internationale aux Etats membres de la SAARC. Enfin, depuis 2004, à la suite de la victoire aux élections législatives du parti du Congrès, un dialogue semble s'être renoué entre l'Inde et le Pakistan avec l'idée de promouvoir les échanges commerciaux et de lancer des réseaux ferroviaires et routiers entre les deux pays. Ce processus de paix engagé depuis 2004 et présenté comme "irréversible" par le premier ministre Manmohan Singh, est cependant remis en question à la suite des attentats de juillet. L'Inde a repoussé les discussions bilatérales qui devaient avoir lieu avec le Pakistan et a prôné la "tolérance zéro" au sommet du G8. Enfin, l'Inde a demandé un renforcement de la coopération internationale contre le terrorisme.

Les facteurs de l'échec

En plus d'un dialogue qui paraît être extrêmement délicat à inscrire dans la continuité, une multitude de raisons expliquent l'échec de la politique indienne pour mettre un terme au terrorisme transfrontalier. Des organisations, comme la SOG, et des lois, comme la POTA, créées pour lutter contre le terrorisme, sont détournées et utilisées contre les populations autochtones d'autres régions. Le BJP, s'il a perdu les élections, reste le premier parti d'opposition et a donc de l'influence. De plus, P. Moucharraf a mis en place une répression contre les groupes islamistes actifs au Cachemire plus symbolique que réelle, sous peine de perdre sa légitimité au Pakistan. Les Etats-Unis, de leur côté, ne peuvent condamner directement le Pakistan, qui est une zone stratégique dans leur guerre contre le terrorisme.